



Articles

- 1 Éditorial : La ré(mé ?)forme de l'enseignement,
par **Benoît Van Keirsbilck**
- 5 Des contrats de sécurité aux contrats de société :
de l'évolution sémantique à l'évolution concrète,
par **Géraldine Van Roie**
- 11 Aide à la jeunesse : quelle programmation
dans l'arrondissement de Bruxelles ?
par **Françoise Vanhamme**
- 20 Les droits de l'accusé en droit anglais au regard
de l'article 6 de la Convention européenne des droits
de l'homme : une réponse insulaire aux lacunes
continentales, par **Fabian Gillard**
- 25 Sens et contresens du processus de médiation dans la
justice des mineurs : l'exemple espagnol à l'aune de la
nouvelle loi organique, par **Maria-José Bernuz-Beneitez**

Bibliographie

- 48 *Punir - Pénologie et droit des sanctions pénales de*
Georges Kellens, par Fabienne Druant

Jurisprudence

C.A. - 10 janvier 2001
N° 2/2001

Aide à la jeunesse - Agrément d'un
organisme d'adoption - Art. 50 du
décret du 4 mars 1991 - Constitu-
tionnalité (oui).

37

Trib. trav. Mons
6 décembre 2000

Aide sociale - Première décision de
«sursis à statuer» - N'équivaut pas à
une décision au sens de la loi - Assi-
milable à un refus - Recevabilité (oui)
Aide sociale - Notification à une
mauvaise adresse - Assimilable à
une absence de décision - Ne fait pas
courir le délai de recours

Aide sociale - Mineur d'âge - Droit
à l'aide sociale - Dignité humaine
également applicable au mineur
d'âge - Difficultés familiales établies
- Droit à l'aide sociale financière

38

Trib. trav. Mons
27 janvier 1999

Minimex - Révision mensuelle -
Légalité - Obligation de collabora-
tion - Limites - Sanctions - Suspend-
sion du Minimex - Absence de base
légale

40

Liège - 30 juin 2000

Droit familial - Séparation des pa-
rents - Droit aux relations person-
nelles de l'enfant avec ses parents

Droit de l'enfant - Intervention vo-
lontaire d'un enfant de sept ans - Re-
cevabilité - Expertise

Commentaire de
Fabienne Druant

42

Documents

- 30 *Décret de la Communauté française du 29 mars 2001*
modifiant le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide
à la jeunesse dans ses dispositions visant les Conseils
d'arrondissement de l'aide à la jeunesse
- 31 *Arrêté royal du 20 novembre 2000 nommant*
les membres de la Commission paritaire
des maisons d'éducation et d'hébergement

Travaux parlementaires

- 32 Abrogation de l'article 53 de la loi
sur la protection de la jeunesse
- 32 Protection de la jeunesse
- 33 Difficultés vécues en matière d'accueil familial
- 34 Parents isolés avec enfants - Pension alimentaire
Revenus imposables
- 34 Minimexés - Dispense de la déclaration d'impôts
- 35 Entreprises - Recrutement de personnes ayant introduit
une demande de régularisation
- 35 Saisie de revenus dans le cadre de la législation sur le
règlement collectif de dettes - Allocations d'études

